

Une biennale internationale... vraiment ? Le pari a-t-il été tenu ?

La troisième biennale de l'Éducation nouvelle, qui s'est tenue à Bruxelles du 29 octobre au 1^{er} novembre 2022, se voulait résolument internationale dans la mesure où elle s'inscrit dans l'héritage des grandes rencontres de la ligue internationale de l'Éducation Nouvelle fondée en 1921 par des pédagogues de nationalités diverses comme John Dewey, Ovide Decroly, Jean Piaget, Maria Montessori, Beatrice Ensor, Adolphe Ferrière et Elisabeth Rotten.

La revue historique de la ligue internationale Pour l'éducation nouvelle a été publiée en trois langues : français, anglais allemand. 100 ans plus tard, on constate que le site Convergence(s) a été créé par les associations qui cherche à faire revivre ces rencontres internationales est traduit en quatre langues anglais, espagnol, italien, roumain. Ainsi, dès notre arrivée, on nous a annoncé que la conférence d'ouverture était disponible à l'accueil en plusieurs langues. En tant que prof d'espagnol, j'ai aussi été sollicité plusieurs mois avant la Biennale pour traduire un atelier.

Pourtant, une fois sur place, il faut avouer que la question du plurilinguisme a été éludée.

Avec plus de cinq cents participants venus de vingt-trois pays, on pouvait imaginer que l'internationalisation allait de soi. Pourtant de mon point de vue de simple participante, il me semble que, une fois sur place, il faut bien avouer que la question du plurilinguisme a été éludée, tout le monde partant du principe que le français était compris par tout le monde. Seuls certains participants sensibilisés à l'intercompréhension prenaient soin, en démarrant les ateliers de demander s'il y avait besoin d'une traduction.

C'est en rentrant de la biennale, lors d'une visio organisée par des enseignants de langue vivante, rencontrés à Bruxelles, que la question de la langue commune s'est à nouveau posé : français ou anglais ? Là où le français me semblait aller de soi, je me suis rendu compte que, pour les Belges néerlandophones, cela supposait une contrainte qui leur était toujours imposée dans un pays qui vit mal son bilinguisme. De manière bien naïve, j'ai découvert que l'usage du français pouvait être vécu comme une forme de domination culturelle.

C'est avec ce nouveau regard que j'analyse maintenant ce qui s'est joué pendant la finale, et que je prends conscience que la question de la langue est éminemment, politique. Le fait d'avoir organisé cette rencontre à Bruxelles, et non pas à Poitiers, comme en 2017 et 2019, témoigne bien d'une volonté de se décentrer, des questions d'éducation franco françaises, mais Bruxelles, étant une ville francophone, la langue de communication a été naturellement le français. Il faut bien dire aussi que les mouvements historiques de l'Éducation Nouvelle, à l'origine, des biennales sont français, que ce soit le GFEN, l'ICEM, les Cemea, le Crap ou la Fespi. Ces mouvements ont des déclinaisons dans des pays francophones comme la Belgique ou la Suisse (GBEN – GREN). Même dans leur version internationale, le Lien pour le GFEN, la Fimem pour l'ICEM, les CEMEA, ou les FiCEMEA se sont implantés assez souvent dans des pays où le français était une langue fréquemment utilisée, comme au Liban, à Haïti ou dans des pays d'Afrique francophone.

Il faut ajouter aussi que, malgré cette langue commune, nous avons eu parfois du mal à échanger pendant les temps de débats ou d'ateliers autour des questions d'éducation sans tout ramener à l'actualité française. Combien de fois avons-nous utilisé des acronymes propres à l'Éducation nationale, incompréhensible pour les non français dans les ateliers !

La décentration a été difficile et même les conférences de clôture ont eu du mal à s'ouvrir à une autre réalité que la nôtre. Pourtant, cette réalité était bien présente, et nous avons été bien souvent stupéfaits par les témoignages issus de pays dans lesquelles l'éducation est encore un plus grand défi, comme ces enseignantes du Liban, qui cherchent à promouvoir une autre forme d'éducation dans leur pays en crise.

Mais cette difficulté à se comprendre d'un pays à l'autre n'est pas propre à la francophonie. Pour avoir beaucoup fréquenté les enseignants hispanophones présent, j'ai pu constater que le collègue mexicain avec une autre conception de l'éducation comme combat politique, en lien avec les mouvements sociaux de son pays, qu'un collègue espagnol avait du mal à appréhender, ou bien que certains collègues du MCEP, le mouvement Freinet espagnol, parlait très peu avec le représentant du mouvement galicien d'Éducation Nouvelle, né d'une scission avec le MCEP à cause de la question de la promotion de la langue et culture galicienne. La question de la place de la langue et de la culture des enfants à l'école, et bien sûr, inhérente à une conception humaniste de l'éducation ; en Espagne, les enseignants, des mouvements de rénovation pédagogiques ont toujours eu à cœur que les enfants puissent s'exprimer à l'école dans la langue pratiquée en famille. Dans les revues enfantines du mouvement Freinet, les langues, comme le catalan, le galicien, sont présentes à côté de castillan.

Comment, alors, imaginer les prochaines biennales, pour que chacun y trouve vraiment sa place, en réfléchissant davantage, non seulement, à la question des traductions, mais également à la question de la langue parlée dans les débats, les conférences et les ateliers ? Peut-être faudrait-il commencer par proposer des ateliers dans des langues variés, afin que l'on puisse expérimenter le rapport à une autre langue qu'on ne maîtrise pas forcément. C'est le pari de l'enseignant chercheur italien qui a choisi lors du mot de clôture de parler quelques minutes en italien, sans traduire en français. Nous avons été nombreux à nous rendre compte que nous le comprenions sans peine son message.

La prochaine biennale sera-t-elle polyglotte ?

Cecile Morzades, professeure d'espagnol